

Hommage à Hamou Amirouche

Par Lahouari Addi



Hamou Amirouche, ancien maquisard de la Wilaya 3, est décédé le 12 février dernier à San Diego, Californie, où il résidait depuis le milieu des années 1990 avec sa femme, enseignante. Je leur ai rendu visite en famille fin décembre 2017, et il était déçu que je ne reste chez lui que deux jours. Je lui ai dit : Hamou, il y a un proverbe chez nous qui dit «au-delà de trois jours, l'invité sent comme un poisson». Il éclate de rire et répond : «Chez moi, l'invité, surtout quand c'est un frère, il peut rester 3 mois.» Il voulait me retenir plus longtemps pour parler de l'Algérie et exprimer tout autant sa nostalgie que sa déception. «J'ai le sentiment, me disait-il, que la génération à laquelle j'appartiens, celle qui a libéré le pays, a échoué.» Voyant mon étonnement, il continue : «Nous avons certes arraché l'indépendance, d'ailleurs déjà érodée par la mondialisation, mais l'objectif final était le développement économique et le progrès culturel et social. Or, quand je vois que des milliers de jeunes veulent quitter le pays au prix de leurs vies, je suis triste et je me dis : nous avons échoué.» C'était le même constat que faisait l'autre maquisard avec qui je m'étais lié d'amitié, le commandant Moussa de la Wilaya 5. Tout comme chez ce dernier, Hamou vivait très mal que l'économie ne

crée pas de richesses et que le pays continue de dépendre des exportations des hydrocarbures qui sont épuisables. Il rappelle que dans les années 1960 et 1970 (il a été un haut cadre dans le ministère dirigé par Bélaïd Abdeslam), l'Algérie semait le pétrole pour espérer récolter le développement industriel, et aujourd'hui, le pays ne fait que consommer le pétrole. Nous n'étions pas d'accord sur les causes de cette situation, et me reprochait de négliger l'environnement international hostile à l'Algérie, en particulier depuis la vague néo-libérale qu'a encouragée le «Consensus de Washington». Hamou avait une solide formation en économie acquise à l'université aux Etats-Unis.

Il a rejoint l'ALN assez jeune et a été l'un des trois secrétaires successifs du colonel Amirouche (les deux autres étant les futurs généraux Abdelhamid Djouadi et Hocine Benmaâlem). Il avait raconté dans un livre passionnant sa vie au maquis et les difficultés de la traversée de la frontière pour aller acheminer l'argent et les rapports de la Wilaya à Tunis (*Akfadou. Une année avec le colonel Amirouche*, 2009, Casbah éditions ; cf. compte-rendu dans *Le Quotidien d'Oran* du 31 octobre 2009). Une fois en Tunisie, le colonel Amirouche lui a ordonné d'y rester contre sa volonté pour finir

ses études. Après avoir obtenu le baccalauréat, il est envoyé par le FLN avec une bourse faire des études supérieures aux Etats-Unis. Il y fréquente l'Université de Wesleyland, au Massachussets, et l'Université du Colorado à Boulder où il a obtenu un master en économie et un autre en sociologie. Abandonnant son PhD, il est rentré au pays en 1967, ne supportant pas le traitement de la guerre des Six Jours par les médias américains. Il rejoint le ministère de l'Industrie et de l'Energie pour mener à bien la stratégie de développement de l'époque. Profondément déçu par le mécontentement qui a mené aux émeutes d'Octobre 1988, il prend sa retraite en 1989. Il vivra encore plus mal la décennie noire, ne supportant pas que les journaux parlent «de terroristes abattus par l'armée». «Je croyais, me disait-il, que ce langage était réservé à l'armée coloniale pour laquelle les maquisards de l'ALN étaient des terroristes.»

Sous la pression des amis qui craignaient que sa femme, d'origine américaine, ne soit assassinée durant cette période trouble, il repart à contre-cœur aux Etats-Unis où son épouse trouvera un poste d'enseignante. Elle choisira San Diego parce que le climat dans cette ville est similaire à celui d'Alger. Née à Boston, Betsy considèrerait que la meilleure partie

de sa vie est celle qu'elle a passée à Alger entre 1967 et 1994. Je leur ai rendu visite plusieurs fois à San Diego, ville où, se plaignait Hamou, rien d'imprévisible ne se produit. «Quand un ami américain veut me voir, raconte-t-il, il téléphone 15 jours avant et il dit même l'heure de son départ. Mais moi, dit-il en éclatant de rire, je suis habitué aux amis et membres de la famille qui débarquent sans avertir. Il y a de l'inconvénient dans cette façon spontanée de vivre, mais elle a du charme quand il y a de la place.» Il continue : «La spontanéité algérienne me manque. La pagaille de Bab-el-Oued, les odeurs de La Casbah, le tumulte des enfants, cela me manque beaucoup. Pour calmer ma nostalgie, je vais à Tijuana, ville mexicaine, à 10 km de San Diego, pour me rappeler El-Harrach. Je mange dans une gargote une soupe épicée qui me rappelle la chorba, je respire la poussière et même la pollution, je me fais bousculer plusieurs fois sur des trottoirs encombrés, et je rentre à San Diego, fatigué mais content avec le sentiment d'avoir passé une journée à Alger.»

Il avoue toutefois que le calme de San Diego lui a permis d'écrire trois livres, ce qu'il n'aurait pas pu faire à Alger. Le premier, déjà signalé publié à Casbah Editions, le second en anglais, destiné à faire connaître au public américain

la lutte de l'Algérie pour l'indépendance. Il a pour titre *Memoirs of a Mujahid : Algeria's Struggle for Freedom, 1945-1962*. Le troisième, encore à l'état de manuscrit, a été achevé la veille de son décès, et a pour titre *Le jardin de la tortue*.

Hamou laisse derrière lui sa femme Betsy, qu'il a rencontrée quand il était étudiant, et deux enfants, Malina qui lui a permis d'être grand-père et Nadirdjorf à qui il a inculqué la passion de l'Algérie. Il a émis le vœu d'être enterré dans la terre de ses ancêtres à laquelle il était tellement attaché. Repose en paix Hamou. Ta génération a accompli sa mission et c'est la génération suivante qui a failli à la sienne.

L. A.

Publicité

La colère des habitants du 48, rue Oukil-Hadj-M'Hamed (El-Mouradia)

Le présent document concerne la construction d'un immeuble situé au 50, rue Oukil-Hadj-M'Hamed El-Mouradia, sans aucun respect des règles de sécurité, de transparence, et en violation des droits de la copropriété mitoyenne située au 48 rue, Oukil-Hadj et qui montre que la loi ne semble pas avoir été respectée.

Il s'agit de la réalisation controversée d'une promotion immobilière, sur le terrain qu'occupait la villa mauresque qui fut longtemps le siège de l'ambassade d'Albanie. La rue Oukil-Hadj est l'artère principale entre la place de Bir-Mourad-Raïs et la place d'El-Mouradia.

L'histoire commence le 6 août 2016, lorsque les habitants du 48 rue, Oukil (ex-logis postal) constatent la présence d'un engin type tractopelle dans leur parking. Après vérification, il s'est avéré que le «nouveau propriétaire», M. Lamasli Abdelmadjid, en violation des droits, a fait passer ces engins par la résidence du 48, détruit le mur de clôture pour accéder «chez lui», et démolir «sa maison mauresque». Profitant de l'absence de la majorité des occupants (vacances d'été et week-ends), il prend comme prétexte la mise en place de sa barrière de chantier, pour empiéter sur le parking de la résidence du 48. L'intervention de la police et de l'APC d'El-Mouradia n'a fait que réduire la taille de la parcelle qu'il s'est accaparée. Les responsables de l'APC ont estimé que pour la «sécurité», il était nécessaire d'installer, à l'intérieur des limites du 48, ladite barrière au moins à deux mètres du mur de séparation. Cette prétendue «mesure de sécurité» n'a été comprise que lors du terrassement.

Les habitants, inquiets et conscients du danger, ont alerté les hautes autorités compétentes, mettant en avant la violation et la destruction d'une partie de leur terrain, l'inva-

lidité du permis de démolir, avec l'interdiction de terrasser clairement mentionnée. Les autorités, principalement l'APC, n'ont pas daigné se manifester et ce, malgré, en plus des délits, la dangerosité de la situation : l'excavation est à seulement 12 m du pied de l'immeuble de 45 m, soit 13 étages, un immeuble construit en 1957/58. Dès lors, il est possible d'imaginer des complicités. L'angoisse d'une catastrophe permanente pèse sur les occupants du 48 car tous les scénarios sont possibles, en cas de séisme Nous gardons tous en mémoire ce genre de situations qui ont causé la mort d'innocents. La rumeur fait mention de la construction par une promotion immobilière d'un R+10, que tout le monde sait impossible dans la zone E-Mouradia (POS R+4), zone se situant dans le périmètre de sécurité de la présidence, et qui nécessite le respect de règles strictes.

Octobre 2017, une grue est installée dangereusement et sans aucune indication sur la nature du projet. Les seules indications que comporte le petit panneau accroché sont le numéro de permis, la date de délivrance, ainsi que l'autorité qui l'a délivré. Il ne mentionne ni la nature de la construction, ni sa hauteur, ni la superficie du terrain, ni les noms du maître de l'ouvrage, du bureau d'études et de l'entreprise de réalisation, ni les délais de travaux, alors que ce sont des mentions obligatoires (article 60 du décret suscité). Par ailleurs, ce panneau indique deux numéros de rue, les numéros 4 et 50 ; or, le 4 n'existe pas (?). De plus, l'APC d'El-Mouradia ne répond à aucune demande des habitants du 48, pour comprendre ce qui se passe, comme l'indique la loi. Les travaux entrepris sont contestables parce qu'ils empiètent sur la propriété du 48... La rumeur s'avèrerait-elle exacte ?

Il convient d'abord de relater les graves

agissements du propriétaire qui semblait agir à sa guise sans aucune intervention des autorités concernées. Ainsi, les travaux illégaux (permis douteux et périmé) de terrassement, qui ont été réalisés en 2016, ont empiété sur la propriété mitoyenne («le logis postal») de plusieurs mètres. Outre la spoliation dont ont été victimes les copropriétaires, on ne sait pas si ces travaux, réalisés à moins de 12 mètres du bâtiment de 13 étages, l'ont fragilisé, mettant en danger de nombreuses familles. Malgré les constats et les multiples démarches effectuées auprès des différentes autorités concernées les habitants n'ont pu être rétablis dans leurs droits.

A ce jour, les copropriétaires n'ont pu obtenir le droit de consulter, ni les détails de ce projet ni permis de construire, délivré au promoteur au niveau de l'APC d'El-Mouradia, alors que c'est leur droit en tant que citoyens de la commune, droit clairement énoncé par l'article 55 du décret sus-cité en ces termes : «Un exemplaire visé est mis à la disposition du public au siège de l'Assemblée populaire communale.» Cache-t-on quelque chose ?

Ce manque de transparence, auquel l'APC contribue, en ne contraignant pas le promoteur à respecter ses obligations en matière d'affichage et en refusant de communiquer les informations demandées, suscite beaucoup d'interrogations sur ce qui mérite que les autorités s'y intéressent ?

Les informations qui ont pu être obtenues indiquent qu'il s'agirait d'une promotion immobilière d'un immeuble de 11 étages. On est en droit de se demander comment il est possible que soit autorisée une telle construction sachant que :

- Le plan d'occupation des sols (POS) de la commune d'El-Mouradia ne permet pas de construction au-delà de R + 4 et plus.
- La distance réglementaire de sécurité

entre deux constructions élevées est réglementée à raison de la hauteur divisée par 2, dans le cas présent, 22 m minimum alors que l'état du chantier actuel montre un espace de 10 sur le minimum et 15 sur le maximum.

Au niveau de la sécurité, une grue est constamment suspendue soit au-dessus du parking du n° 48, soit au-dessus des voitures du parking de la cité et des passants et véhicules qui circulent dans la rue.

D'après certaines informations, il apparaît que le permis de démolir a été attribué au propriétaire initial, et donc utilisé alors que le bien avait été vendu à celui qui apparaît être le promoteur ; ce qui veut dire que M. Lamasli Madjid, propriétaire vendeur, ne pouvait démolir ce qui ne lui appartenait plus et que seul le nouveau propriétaire était habilité à démolir sa propriété, ou qu'il a permis de démolir sa propriété par une personne non habilitée à le faire en usant d'un permis de démolir périmé, à moins que ceci cache des intérêts sur la nature du bien vendu et détruit.

Aujourd'hui, alors que les alertes ont été lancées à toutes les autorités, nous apprenons que le promoteur a fait une demande de modification de son projet auprès de l'APC, pour arriver à 15 étages. Rien ne semble pouvoir les arrêter et ils continuent tranquillement, sans aucune inquiétude et sans se soucier de la sécurité ; les déchargements de très gros matériaux se faisant dans la rue au-dessus des voitures et passants. Ce projet continue en toute impunité, alors qu'une commission d'enquête des services de l'urbanisme est venue sur terrain faire un constat, sans connaître les résultats, que les habitants du 48 attendent toujours, et qui devraient être rendus publics. A moins que ...

Le syndicat des habitants du 48, rue Oukil-Hadj-M'Hamed (El-Mouradia)